

ALSACE BOSSUE Aménagement du territoire

Unis contre la réorganisation des Finances publiques

Thomas LEPOUTRE

La communauté de communes d'Alsace Bossue et la commune de Sarre-Union ont voté des motions s'opposant à la réforme des services des finances publiques. Une dizaine d'agents ont également signifié leur opposition juste avant la réunion communautaire, mercredi.



Actuellement en discussion, le Projet de réorganisation des services des Finances

Le centre des finances publiques de Sarre-Union a-t-il un avenir après 2022 ?

publiques fait grincer de nombreuses dents en Alsace Bossue. Ainsi, en deux jours, le conseil municipal de Sarre-Union puis le conseil communautaire de l'Alsace Bossue ont pris deux motions (voir par ailleurs) pour s'opposer aux premières projections proposées.

- « Un plan méthodique de dynamitage »

Mais plus que de simples motions, dans le secteur, la mobilisation prend aussi d'autres formes sur le terrain. Ainsi, mercredi soir, une dizaine d'agents - majoritairement du centre de Sarre-Union - étaient présents devant la salle culturelle de Diemeringen, le soir du conseil communautaire. Ils ont distribué des tracts aux élus dans lequel l'intersyndicale dénonce « un plan méthodique de dynamitage du réseau DGFIP (direction générale des Finances publiques, ndlr) et de ses missions ». Ils ont également mis en exergue « l'éloignement des différents services ».

Ainsi, depuis Diemeringen, en dehors des points d'accueil, « le centre le plus proche serait celui de Saverne, à 46 km ». Pour les impôts fonciers, « il faudra parcourir 74 km pour relier Molsheim ». Les entreprises, elles, « feront 73 km

pour aller à Haguenau » (58 km via la départementale 919, ndlr). Enfin, « les frontaliers bas-rhinois seront invités à se rendre à Wissembourg, à 106 km via l'autoroute » (un peu plus de 80 km par les départementales, ndlr).

- Des distances pénalisantes

Ces distances seront, selon eux, « pénalisantes pour les habitants du secteur », mais aussi pour les agents eux-mêmes, parfois installés de longue date en Alsace Bossue. En fonction de leur spécialité, ces derniers risquent de devoir déménager pour poursuivre leur mission. « Et ce ne sera pas possible pour tout le monde », indique l'un d'eux. Tous n'auront pas les moyens de le faire et il sera aussi nécessaire de prendre en compte le lieu de travail du conjoint ou de la conjointe de ces agents.

Et c'est notamment sur cet objectif de maintenir le plus d'agents possible sur le territoire d'Alsace Bossue que Marc Séné, président de l'intercommunalité et maire de Sarre-Union, et le député Patrick Hetzel ont insisté début juillet lors d'une entrevue avec la directrice adjointe de la direction départementale du Bas-Rhin des Finances publiques.

« On lui a fait remarquer qu'il y avait un décalage entre le discours et les actes. On parle de revitalisation rurale et dans le même temps, il y a des menaces de fermeture sur les centres des Finances publiques en secteur rural », a lancé Marc Séné.

« On a longuement discuté et il faut qu'on trouve des solutions pour maintenir un certain nombre d'agents sur notre territoire. On a essayé d'ouvrir des pistes, avec des services qui pourraient être basés à Sarre-Union. Pour le moment, il y a 19 agents à Sarre-Union. Même si on tient compte des départs en retraite et d'éventuels départs sur des demandes de mutation, il en resterait bien plus que les trois personnes qui seraient chargées d'assurer un accueil dans le secteur, comme le prévoit le plan présenté ces derniers mois ».

- Tenter de maintenir plus d'une dizaine d'agents à Sarre-Union

Les deux hommes comptent désormais poursuivre leurs discussions pour tenter de maintenir plus d'une dizaine d'agents à Sarre-Union à l'issue de cette réorganisation. « Il y a déjà eu les fermetures des centres à Drulingen et La Petite-Pierre ces dernières années. Lorsqu'ils ont fermé Drulingen, il nous avait été dit : "En regroupant, ça assure le maintien de Sarre-Union pour plusieurs années". Ça fait à peine deux ans et demi. C'est un peu court ».

Parmi les élus présents au conseil communautaire, deux ont appelé leurs collègues à accentuer encore le mouvement de protestation contre ce plan de réorganisation. « On ne peut pas se laisser faire. Ça suffit maintenant », a lancé Gérard Stutzmann, maire de Durstel. « Il faut que toutes les communes prennent ce type de motion ».

Un peu plus tard dans la discussion, Benoît Boyon, adjoint à Harskirchen, a demandé : « Ne faut-il pas manifester, être actif avant que ça ferme ? ». Un appel à la manifestation qui a trouvé un certain écho dans les rangs des élus présents.

Mais avant qu'une telle manifestation ait lieu, il faudra sans doute attendre. « Je vous propose qu'on refasse le point à la sortie de l'été, en fonction de l'avancement des discussions », a dit Marc Séné. Il y a fort à parier que si rien de concret n'est annoncé d'ici-là, il y aura sans doute un défilé d'écharpes tricolores au départ de l'Alsace Bossue à l'automne prochain.



Des agents des Finances publiques ont distribué des tracts aux élus de la communauté de communes mercredi soir. Photo DNA /T.L.



Sur la porte du centre culturel de Diemeringen, les futures distances pour les démarches liées aux finances